



**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS**

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

**PALAIS DU LUXEMBOURG ET
DÉPENDANCES**

**ACCORD-CADRE DE MISSIONS DE CONTRÔLE
TECHNIQUE**

**DOSSIER DE CONSULTATION
DES ENTREPRISES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

DÉCEMBRE 2025

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

S O M M A I R E

	<i>Page</i>
ARTICLE 1. – Objet du marché – Dispositions générales.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Pouvoir adjudicateur.....	4
1.3. Maîtrise d’ouvrage	4
1.4. Terminologie	4
ARTICLE 2. – Type de marché	4
ARTICLE 3. – Pièces constitutives du marché.....	4
3.1. Pièces constitutives de l’accord-cadre - Ordre de priorité	4
3.2. Pièces à remettre au titulaire.....	5
ARTICLE 4. – Durée du marché – prestations similaires.....	5
4.1. Durée du marché	5
4.2. Prestations similaires.....	5
ARTICLE 5. – Missions du contrôleur technique – Conditions d’exécution	6
5.1. Opérations de travaux faisant l’objet du présent marché.....	6
5.2. Étendue des missions de contrôle technique	6
5.3. Émission des bons de commande - Demande de devis	7
5.4. Modalités d’exécution des missions	8
5.4.1. Communication avec la maîtrise d’ouvrage.....	8
5.4.2. Participation aux réunions d’études	8
5.4.3. Participation aux réunions pendant la phase de réalisation – Visites de chantier ...	8
5.4.4. Comptes rendus des réunions et visites	8
5.4.5. Documents à établir	9
5.4.6. Modalités de communication des documents.....	10
5.5. Délais d’exécution des prestations	10
5.6. Réunions périodiques de suivi de l’exécution de l’accord-cadre.....	11
ARTICLE 6. – Lieux d’exécution des prestations.....	11
ARTICLE 7. – Montant maximum de l’accord-cadre.....	12
ARTICLE 8. – Prix et règlement des comptes.....	12
8.1. Forme et contenu du prix.....	12
8.2. Variation du prix	13
8.2.1. Mois d’établissement du prix	13
8.2.2. Index de référence	13
8.2.3. Modalités de révision des prix.....	13
8.3. Avance	13
8.4. Règlement des comptes	13

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

8.5. Délai de paiement	14
ARTICLE 9. – Obligations du titulaire.....	14
9.1. Connaissance du dossier	14
9.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe.....	14
9.3. Présence sur site et participation aux réunions	15
9.4. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	15
9.5. Circulation du personnel – Autorisation d'accès	16
9.5.1. Accès des intervenants	16
9.5.2. Accès des véhicules	17
9.6. Sécurité des personnes et des biens	17
9.7. Utilisation de la langue française	17
9.8. Format et support des documents à remettre par le titulaire	17
ARTICLE 10. – Sous-traitance	18
10.1.Déclarations de sous-traitance.....	18
10.2.Modalités de paiement direct	19
ARTICLE 11. – Pénalités	19
11.1.Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard	19
11.2.Pénalités pour infractions diverses	19
ARTICLE 12. – Admission.....	20
ARTICLE 13. – Résiliation – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	20
ARTICLE 14. – Convention sur la preuve	21
ARTICLE 15. – Contentieux.....	21
ARTICLE 16. – Dérogation au CCAG-PI	21
Liste des annexes	23

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de missions de contrôle technique de la construction, au sens de l'article L. 125-1 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, pour des opérations de travaux dont le Sénat est maître d'ouvrage, au Palais du Luxembourg, dans ses dépendances, dans le Jardin du Luxembourg (Paris VI^e), ainsi qu'à Longpont-sur-Orge (91).

1.2. Pouvoir adjudicateur

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

1.3. Maîtrise d'ouvrage

Le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, ou son représentant, assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des opérations de travaux réalisées pour le compte du Sénat.

1.4. Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes « contrôleur technique », « bureau de contrôle », « prestataire », « entreprise » ou « entrepreneur » seront, indifféremment, les termes retenus pour désigner le titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 2. – TYPE DE MARCHÉ

Le présent marché est un marché de services passé selon une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 (1^o), R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.

Il prend la forme d'un accord-cadre s'exécutant par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre - Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

- le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (décret n° 99-443 du 28 mai 1999) et la norme NF P 03-100 de septembre 1995 « Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction » ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (arrêté publié au *Journal officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- l’offre technique du titulaire, notamment son mémoire technique établi sur la base du cahier des réponses attendues (CRA) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l’article 4.2 du CCAG-PI, la notification de l’accord-cadre comprendra une copie de l’acte d’engagement. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises (DCE) sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l’ensemble du DCE. Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du DCE ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d’ouvrage font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 4. – DURÉE DU MARCHÉ – PRESTATIONS SIMILAIRES

4.1. Durée du marché

Le présent accord-cadre s’exécute à compter de sa notification pour une durée courant jusqu’au 31 décembre 2026.

En application de l’article R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois pour une durée d’un an, soit une durée totale maximale courant jusqu’au 31 décembre 2029. Le titulaire ne peut s’opposer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l’accord-cadre à condition d’informer, par lettre recommandée avec avis de réception, les attributaires au moins trois mois avant la date de fin de l’accord-cadre.

Dans le cas où l’accord-cadre s’achèverait sans qu’un nouvel entrepreneur ait été désigné ou sans que l’exécution du nouveau marché puisse, pour des raisons techniques, débiter à la date anniversaire, le titulaire sera tenu de continuer son marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

4.2. Prestations similaires

Un marché de prestations similaires pourra être conclu dans les conditions prévues à l’article R. 2122-7 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 5. – MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE – CONDITIONS D'EXÉCUTION

5.1. Opérations de travaux faisant l'objet du présent marché

Les opérations de travaux pour lesquelles le titulaire pourra se voir confier une mission de contrôle technique sont :

1° des opérations d'entretien et de rénovation de locaux ou bâtiments existants, à Paris (VI^e arrondissement) ou sur le site de production horticole de Longpont-sur-Orge, dont le coût prévisionnel est inférieur à 3 500 000 € HT. Toutefois, par dérogation au principe d'exclusivité de l'accord-cadre, le Sénat se réserve la faculté de recourir à un autre prestataire pour exercer une mission de contrôle technique en vue d'opérations de même nature dont le coût prévisionnel excéderait 2 500 000 € HT ;

2° des opérations récurrentes de cloisonnement dans l'Orangerie Férou, situé dans le Jardin du Luxembourg à Paris (VI^e arrondissement) pour l'organisation d'expositions estivales ;

3° des opérations de construction de structures provisoires telles que tentes, chapiteaux, *etc.*

Les autres opérations de construction neuve ne sont pas comprises dans le champ du présent accord-cadre.

Le titulaire se reportera à la classification des locaux figurant en annexe au présent CCP pour déterminer la réglementation applicable (établissements recevant du public, lieux de travail, *etc.*).

5.2. Étendue des missions de contrôle technique

Pour toute opération de travaux, la mission du titulaire comprendra l'intégralité des missions de contrôle technique prévues par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, à savoir :

- les missions de base, prévues par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique :
 - la mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
 - la mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- les missions complémentaires suivantes, au sens de l'annexe A au même décret :
 - mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
 - mission F relative au fonctionnement des installations ;
 - mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

- mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- mission Brd relative au transport des brancards dans les constructions ;
- mission LE relative à la solidité des existants ;
- mission Av relative à la stabilité des avoisinants ;
- mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment ;
- mission ENV relative à l'environnement ;
- mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments.

Par exception, la mission du titulaire se limitera aux missions de base L et S pour les opérations de cloisonnement dans l'Orangerie Férou, mentionnées au 2° de l'article 5.1 du présent CCP.

La mission du titulaire s'étendra, dans tous les cas où ces dispositions sont applicables :

- à l'établissement du rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) prévu au § 1 de l'article GE 8 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 ;
- à l'établissement des attestations prévues aux articles L. 122-7 à L. 122-14 du code de la construction et de l'habitation.

Les avis, rapports et autres documents remis par le titulaire devront être d'une qualité au moins égale à celle des livrables transmis par le titulaire à l'appui de son offre. Les livrables présentant une qualité inférieure seront rejetés.

5.3. Émission des bons de commande - Demande de devis

Les bons de commande établis sur le fondement du présent accord-cadre sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R. 2162-12 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'émission d'un bon de commande pourra être précédée d'une demande de devis, adressé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au titulaire, *via* la plateforme PLACE ou par simple courriel.

Le titulaire disposera d'un délai de sept jours pour remettre son devis.

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification de la demande de devis par simple courriel suffit à faire courir ce délai. Dans ce cas, par dérogation à l'article 3.1.2 du même CCAG-PI, le délai courra à compter de la date et de l'heure de l'envoi du courriel, dont la preuve pourra être rapportée par tout moyen.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dans un délai d'une semaine à compter de la date de réception du bon de commande.

En cas de retard dans la transmission du devis, le Sénat se réserve la faculté de recourir à un autre prestataire, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP.

5.4. Modalités d'exécution des missions

5.4.1. Communication avec la maîtrise d'ouvrage

Dès la notification du bon de commande, le titulaire communique au maître d'ouvrage le nom et les coordonnées du responsable technique qualifié qui assurera les prestations commandées.

Le titulaire tient en permanence informé le maître d'ouvrage de l'organisation mise en place pour l'exécution de chaque bon de commande.

5.4.2. Participation aux réunions d'études

Dès la notification du bon de commande, le bureau de contrôle devra assister, à la demande de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou de sa propre initiative, aux réunions d'études au cours desquelles seront évoqués les problèmes techniques du projet. Ces réunions se tiendront dans les locaux du Sénat.

5.4.3. Participation aux réunions pendant la phase de réalisation – Visites de chantier

Le titulaire assistera au moins toutes les deux semaines aux réunions organisées par le maître d'œuvre pendant la phase de préparation de chantier, d'une durée habituellement comprise entre deux semaines et deux mois, en fonction de la complexité de l'opération.

Il assistera au moins une fois par mois aux réunions organisées par le maître d'œuvre pendant la phase de chantier.

Il pourra également être convoqué à toute réunion consacrée à l'examen d'un problème technique particulier.

Le jour, l'heure et le lieu des réunions seront précisés en temps utile au titulaire.

Il procédera à la visite du chantier à chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

5.4.4. Comptes rendus des réunions et visites

À la suite des réunions organisées en phase d'études ou de réalisation, les observations du bureau de contrôle seront jointes au compte rendu établi par la maîtrise d'œuvre. Afin qu'il puisse en être ainsi, le bureau de contrôle s'engage à transmettre ses observations au plus tard quarante-huit heures après la réunion.

De même, à la suite de chaque visite de chantier qu'il effectuera, le bureau de contrôle transmettra, dans les quarante-huit heures, un compte rendu de cette visite, faisant part de ses observations.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

5.4.5. Documents à établir

Pour toute opération, le titulaire remettra les documents suivants :

1° Pendant la phase de conception

- observations sur tout document de conception, à la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ;
- avis sur l'avant-projet sommaire (APS), avis sur l'avant-projet définitif (APD) ou, le cas échéant, avis sur l'avant-projet (AVP) ;
- rapport initial de contrôle technique (RICT) relatif au contrôle des documents de conception¹.

2° Pendant la phase de réalisation

- avis sur tout document d'exécution présenté par une entreprise de travaux, lorsqu'il se rapporte à l'une des missions du bureau de contrôle. Cet avis sera émis à l'initiative du bureau de contrôle ou sur demande de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre. À son initiative ou sur demande de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre, le bureau de contrôle émettra un nouvel avis sur toute version ultérieure du même document ;
- observations à la suite de toute réunion de chantier ou de toute autre réunion convoquée pendant la phase d'exécution des travaux, au cours de laquelle auraient été évoqués des problèmes techniques particuliers ;
- compte rendu de visite de chantier, y compris avis après examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis à son contrôle ;
- rapport final de contrôle technique (RFCT), avant la réception.

3° Pendant la période de garantie de parfait achèvement

- à la demande de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre, avis sur des travaux de parachèvement pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le titulaire tiendra en permanence à la disposition de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre un tableau récapitulatif des documents remis, faisant apparaître, le cas échéant, la référence des documents d'exécution sur lesquels ils porteront.

¹ Par dérogation, pour les travaux de cloisonnement dans l'Orangerie Férou, mentionnés au 2° de l'article 5.1 du présent CCP, les documents à établir pendant la phase d'études se limiteront au rapport initial de contrôle technique.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

5.4.6. Modalités de communication des documents

Les documents de conception et d'exécution seront transmis au titulaire par le maître d'ouvrage ou par leur auteur (maître d'œuvre ou entreprise de travaux).

Dans le cas où le maître d'ouvrage, pour une opération, mettrait en place une plateforme de partage de documents ou un système de gestion électronique des documents (*Mezzoteam* ou autre), le titulaire s'engage à utiliser cet outil pour prendre connaissance des documents de conception et d'exécution et transmettre ses avis et rapports. La mise en place des solutions techniques visant à assurer la compatibilité de l'outil avec ses propres systèmes d'information (API, etc.) est à sa charge.

5.5. Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution applicables au titulaire sont ceux qui figurent dans les tableaux suivants et, dans la mesure où il n'y est pas dérogé, au CCAG-PI.

À défaut de stipulation spéciale, le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour exécuter toute prestation prévue au marché, suivant la demande du maître d'ouvrage.

Les délais de remise des documents dus par le titulaire sont les suivants (les délais exprimés en jours s'entendant en jours calendaires).

Documents	Point de départ du délai	Délai de remise des documents ²
Observations suite à une réunion en phase de conception ou de réalisation	Date de la réunion	2 jours
Avis sur l'APS, l'APD ou l'AVP	Date à laquelle les documents ont été mis à la disposition du titulaire	7 jours
Rapport initial de contrôle technique	Date à laquelle les documents ont été mis à la disposition du titulaire	<p><u>Opérations de cloisonnement dans l'Orangerie Férou :</u> 24 heures</p> <p><u>Autres opérations dont le coût prévisionnel est inférieur à 900 000 € HT :</u> 7 jours</p> <p><u>Opérations dont le coût prévisionnel est supérieur ou égal à 900 000 € HT :</u> 14 jours</p>
Avis sur tout document d'exécution	Date à laquelle les documents ont été mis à la disposition du titulaire	7 jours

² Si le délai calendaire expire un dimanche ou un jour férié, le terme du délai est reporté au jour suivant.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Documents	Point de départ du délai	Délai de remise des documents ²
Nouvel avis sur une version ultérieure d'un document d'exécution	Date à laquelle les documents ont été mis à la disposition du titulaire	2 jours
Compte rendu de visite de chantier	Date de la visite	2 jours
Rapport final de contrôle technique	Date d'achèvement des travaux	<p><u>Opérations de cloisonnement dans l'Orangerie Férou :</u> 24 heures</p> <p><u>Autres opérations dont le coût prévisionnel est inférieur à 900 000 € HT :</u> 7 jours</p> <p><u>Opérations dont le coût prévisionnel est supérieur ou égal à 900 000 € HT :</u> 14 jours</p>
Avis sur des travaux de parachèvement pendant la période de GPA	Date de la demande	7 jours

Les modalités de computation des délais prévus ci-dessus dérogent aux articles 3.1 et 3.2 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, la maîtrise d'ouvrage n'est tenue à aucun délai pour accepter ou refuser la prolongation de délais d'exécution demandée par le titulaire.

5.6. Réunions périodiques de suivi de l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à participer **chaque trimestre**, en présentiel, à une réunion avec les représentants de la maîtrise d'ouvrage pour faire le point sur le déroulement des missions de contrôle technique en cours.

La participation à cette réunion trimestrielle ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 6. – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent au Palais du Luxembourg, dans ses dépendances, au Jardin du Luxembourg (Paris VIe) ou à Longpont-sur-Orge (91).

La réalisation du présent marché prendra également la forme de réunions ayant lieu, en principe, dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Les prestations se dérouleront en site occupé, dans le Palais du Luxembourg, qui constitue un site sensible sur le plan institutionnel, patrimonial et sécuritaire. Les contraintes liées à la conduite de travaux dans un site classé, susceptible de se dérouler le soir et le week-end, devront être prises en compte.

ARTICLE 7. – MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le présent marché le montant maximum de l'accord-cadre sur la durée totale du marché, reconductions éventuelles et éventuel marché de prestations similaires, mentionné à l'article 4.2 du présent CCP inclus, est fixé à 143 000 € HT. Dès l'instant que ce plafond sera atteint ou sur le point de l'être, l'accord-cadre sera résilié unilatéralement par le Sénat, sans indemnité de quelque nature que ce soit pour les titulaires.

ARTICLE 8. – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1. Forme et contenu du prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées conformément au bordereau de prix unitaires.

Les prix sont libellés en euros.

Le prix des prestations est fixé sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU).

Le prix est réputé comprendre tous les frais et charges mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, y compris :

- les sujétions entraînées par l'exécution des prestations en milieu occupé ;
- les sujétions liées à la sécurité du site et à l'activité parlementaire ;
- les mesures, incluant notamment les formations prévues à cet effet, destinées à assurer la sécurité des membres du personnel du titulaire, y compris en cas d'intervention en toiture (mise à disposition de harnais et autres équipements de protection individuelle) ;
- le coût des équipements techniques à mettre en œuvre pour réaliser les prestations, le cas échéant ;
- la participation à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de la mission, dont les réunions trimestrielles prévues à l'article 5.6.

Les prix comprennent également la cession des droits de propriété intellectuelle telle que prévue par l'article 35 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'un tiers dans le cadre de la réalisation de chaque opération.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

8.2. Variation du prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI, les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont révisables à chaque reconduction de marché dans le cadre de l'accord-cadre, dans les conditions fixées ci-après.

8.2.1. Mois d'établissement du prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

8.2.2. Index de référence

L'index de référence est l'index ING - « Ingénierie », publié par l'INSEE (identifiant 001711010, base 100 en 2010).

8.2.3. Modalités de révision des prix

La révision du prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C = \frac{ING_m}{ING_0}$$

dans laquelle :

- ING_0 est la valeur de l'index ING, au mois zéro ;
- ING_m est la dernière valeur connue, y compris provisoire, de l'index ING au premier jour du mois précédant la révision.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de bordereau de prix unitaires révisés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date de révision. À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

8.3. Avance

Sans objet.

8.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-PI, sous réserve des précisions ci-dessous.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement définitif après constatation de la parfaite exécution des prestations.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Il ne donne lieu, en principe, qu'à un paiement unique. Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution d'un bon de commande est supérieur à trois mois, les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes trimestriels. Seul le paiement du solde a le caractère d'un règlement définitif.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, *via* la plateforme électronique indiquée sur le bon de commande correspondant.

Les demandes de paiement comprennent les mentions prévues au CCAG-PI. Le titulaire joint à chacune de ses demandes de paiement :

- la copie du bon de commande et, le cas échéant, du devis correspondant ;
- la demande de paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct, le cas échéant ;
- tous documents justificatifs.

Les écarts éventuels entre le devis initial et la demande de paiement devront être obligatoirement commentés.

La demande de paiement pour solde d'un bon de commande doit être adressée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au plus tard 60 jours après l'achèvement des prestations.

8.5. Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

ARTICLE 9. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Connaissance du dossier

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE) et formulé toute demande d'information complémentaire nécessaire à la formulation de son offre. Il ne pourra arguer d'un quelconque défaut d'information pour prétendre à un supplément de prix.

9.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe

Le titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de son organisation, de ses qualifications et références professionnelles et de celles de son personnel. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre ses qualifications, le marché pourrait être résilié, sans indemnisation, par simple décision du Sénat notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec effet immédiat.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission et les références professionnelles de chacun de ses membres. Il devra informer sans délai la maîtrise d'ouvrage de toute modification. Les membres de l'équipe devront disposer, pendant toute la durée du marché, de qualifications professionnelles au moins

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

équivalentes à celles des personnes pressenties pour participer à l'exécution du marché dans l'offre du titulaire.

Le Sénat se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'une ou plusieurs personnes de son équipe.

9.3. Présence sur site et participation aux réunions

Sur convocation de la maîtrise d'ouvrage, le titulaire participe aux réunions et aux visites de chantier liées aux opérations pour lesquelles il aura été missionnés.

S'ils l'estiment nécessaire à la conduite de leur mission, le titulaire sollicite la maîtrise d'ouvrage pour l'organisation de réunions ou de visites de chantier supplémentaires.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra se rendre disponible pour la tenue de **réunions trimestrielles** mentionnées à l'article 5.6.

9.4. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

9.5. Circulation du personnel – Autorisation d'accès

9.5.1. Accès des intervenants

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire et de ses sous-traitants les parcours, accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès au Palais du Luxembourg et à l'ensemble des bâtiments occupés par le Sénat est conditionné par la détention d'un badge nominatif. Le titulaire devra, pour chacun des intervenants, formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés avant la date du premier accès**, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque entreprise et permettra également de saisir les demandes d'accès pour le compte des éventuels sous-traitants. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin. En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnés à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

9.5.2. Accès des véhicules

Aucun stationnement n'est possible ni dans l'enceinte du Palais du Luxembourg ni dans le Jardin du Luxembourg.

Des parkings publics sont disponibles à proximité (aux frais des intervenants) : place Saint-Sulpice, Marché Saint-Germain, rue de l'École de médecine, rue Soufflot.

9.6. Sécurité des personnes et des biens

En cas de problème concernant la sécurité, le numéro unique à contacter est le PC Sécurité : 01 42 34 21 04.

Une attention toute particulière doit être portée à la sécurité des chantiers du Sénat. Tout manquement aux règles de sécurité (port des équipements de protection individuelle, respect de la réglementation, des règles de sécurité propres au Sénat, des injonctions du coordinateur SPS ou de la maîtrise d'ouvrage...) sera sanctionné par les pénalités prévues à cet effet.

Le titulaire, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur les interventions dont il aura été chargé de la supervision.

Il doit être en mesure de produire, sur simple demande du maître d'ouvrage, les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. Cette obligation lui incombe de même à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

9.7. Utilisation de la langue française

La langue utilisée pour l'exécution des prestations (entretiens, échanges écrits, livrables) est exclusivement le français.

9.8. Format et support des documents à remettre par le titulaire

Les documents d'études sont remis par le titulaire en version électronique (soit par courrier électronique avec avis de réception, soit par envoi postal d'une clé USB).

Tous les livrables sont rédigés en langue française.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 10. – SOUS-TRAITANCE

10.1. Déclarations de sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues par un ou plusieurs bons de commande, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance doit être établie au moyen du formulaire DC4³, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références au moins équivalentes à celles nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous-traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, *etc.*), celle-ci sera rejetée.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées.

³ Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

10.2. Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

ARTICLE 11. – PÉNALITÉS

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

11.1. Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard

Tout retard dans la remise d'un devis ou dans l'exécution des prestations dues par le titulaire pourra donner lieu à une pénalité d'un montant de 50 euros par jour calendaire de retard.

La remise de documents manifestement incomplets ou erronés est assimilée à un défaut de remise.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard peuvent être appliquées sur simple constatation des retards par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Elles peuvent être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards. Une provision peut également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il est alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique ou du solde à verser au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du bon de commande.

11.2. Pénalités pour infractions diverses

En cas de non-respect des prescriptions du présent marché, et sans préjudice des dispositions qui précèdent, les pénalités particulières suivantes (montant maximal, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables :

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Infraction aux règles de sécurité et de circulation (non-restitution d'un titre d'accès, manquement aux règles de circulation du personnel, <i>etc.</i>)	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €
Sous-traitance non déclarée	1 500 €
Manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5.2. du CCAG-PI	1 000 €
Absence aux rendez-vous auxquels le titulaire est convoqué sans justification suffisante fournie au moins 24 heures à l'avance	100 €
Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire	100 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

ARTICLE 12. – ADMISSION

Sauf mention particulière figurant sur le bon de commande, l'admission des prestations marque l'achèvement de la mission du titulaire et se manifeste par la validation, par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, des rapports commandés.

Par dérogation aux articles 28.2, 29.1 et 29.2.2 du CCAG-PI, seul le paiement du solde d'un bon de commande pourra faire présumer la volonté du maître d'ouvrage d'admettre les prestations, sans qu'il y ait lieu à aucun autre cas d'admission tacite.

En cas d'ajournement de l'admission des prestations, à défaut pour le titulaire d'avoir présenté à nouveau celles-ci, une fois mises au point, dans le délai prévu à l'article 29.2.1 du CCAG-PI ou par les documents particuliers du marché, une réfaction de prix pourra être pratiquée sur ce simple constat et sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 29.3 du même CCAG-PI.

ARTICLE 13. – RÉSILIATION – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le marché pourra être résilié dans les hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 36 et au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-PI, à aucune indemnité.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

En application de l'article 27 du CCAG-PI, le Sénat pourra, en cas d'inexécution par le titulaire de prestations prévues au marché, ou en cas de résiliation du marché prononcée à ses torts, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations concernées, aux frais et risques du titulaire.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement, dans l'hypothèse où le titulaire serait un groupement, des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les stipulations du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire, de la résiliation à ses frais et risques et des autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 14. – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit de manière manuscrite.

ARTICLE 15. – CONTENTIEUX

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

ARTICLE 16. – DÉROGATION AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCP portant stipulations dérogatoires
3.1. et 3.2. (forme des notifications et informations ; modalités de computation des délais d'exécution des prestations)	5.3 (demandes de devis) 5.5 (délais d'exécution)
3.7.2 (observations sur bons de commande)	5.3 (délai d'observations sur bons de commande)
4.1 (ordre de priorité)	3.1 (ordre de priorité)
4.2 (pièces à remettre au titulaire)	3.2 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (mesures de sécurité)	9.5.1 (circulation, accès)
10.1.1 (révision des prix)	8.2 (variation du prix)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCP portant stipulations dérogatoires
13.3 (prolongation du délai d'exécution)	5.5 (délais d'exécution)
14 (pénalités)	11 (pénalités)
28.2, 29.1, 29.2.2 et 29.3 (délai de vérification ; ajournement ; réfaction)	12 (admission)
36 et 40 (résiliation pour motif d'intérêt général)	13 (résiliation)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

LISTE DES ANNEXES

- Plan d'identification des bâtiments du Sénat situés à Paris
- Nomenclature et classification des bâtiments du Sénat